

riture • féministes & socialistes •
belles féministes & socialistes • écriture
s féministes & socialistes • écriture
stes & socialistes • écritures rebelles f m

Michaud Jacinthe
279 St-Vallier ouest
Québec G1K 1K4

« Ah! René,
quelle fièvre! »



L'INCESTE
ou la thérapie à l'ordre des juges

À LOTBINIÈRE:
l'une travaille, l'autre aussi

Audette Tremblay,
Radio-TV

CHARLOTTE HOME
S'INSURGE:
on veut détourner les
énergies des femmes

LA COLLECTIVE MARIE-GÉOGRAPHIE
EST COMPOSÉE DE: Emilia Castro, Denise
Genest, Marie-Thérèse Lacourse, Georgette
Lebel, Marie Leclerc, Nicole McClure, Jacinthe
Michaud

COLLABORATRICES POUR CE NUMÉRO

Rédaction: Hélène Arseneault, Moïsette Corriveau,
Lorraine Gaudreau, Diane Grenier, Diane
Grimard, Colette Lavoie, Marie Leclerc (des
deux, c'est la petite), Ginette Lewis, Aline
Nadeau ainsi que la Collective

Illustrations: Andrée Brochu, Lucie Gailloux, Lucie
Garant, Rachel Lachance, Aline Martineau,
Nicole McClure, Anne Rioux, Josée Roy,
Marlayne Tremblay, Andrée Vézina

Photographie: Anne Lachance, Suzie Potvin,
Hélène Rochon

Page couverture: Nicole McClure

Dernière page: Rachel Lachance

Logo et entêtes: Nicole McClure

Correction des textes: Diane Barnabé et Marie
Leclerc

Maquette: Lucie Garant

Diffusion: Paule Choquette, Michèle Clément,
Solange Hudon, Collette Lavoie, Louise Matte

Nos remerciements:

Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ):
composition

Droit de parole: prêt de matériel

Acef de Québec: prêt d'un local

et aussi à tous les groupes qui nous ont fait des
dons.

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale.

Marie-Géographie, pour la saveur du souvenir
d'une chanson d'Anne Sylvestre:

« Moi je dis que tu es belle, Marie
Marie-Géographie,
Belle comme un pays
Comme un pays meurtri... »

Marie pour femme et Géographie pour notre
rapport au monde: universel.
Marie et Géographie puisque la vie, la mort, la
naissance sont marquées dans notre chair
comme un itinéraire commun à toutes.

Marie-Géographie parce que nous allons tenter
de refléter le pluriel mais aussi le singulier de
la condition des femmes.

Marie-Géographie... comme un territoire pour
nos errances et nos conquêtes.

COLLABORATRICES

Voulez-vous explorer vos possibilités, dévelop-
per vos talents? Que ce soit pour écrire,
dessiner, faire de la comptabilité, ou de belles
discussions, Marie-Géographie peut vous
permettre de mettre à l'œuvre vos capacités.

Il y a de la place pour toutes celles qui en ont le
goût. Téléphonez-nous à 522-5080 ou encore
écrivez à Marie-Géographie, C.P. 3095, Succ.
St-Roch, Québec. G1K 6X9.

ORIENTATION GÉNÉRALE

Nos objectifs de travail sont de contribuer au décloisonnement des
luttres et des analyses des groupes de femmes, ainsi que du féminisme
et du socialisme. De favoriser l'échange entre les groupes de femmes
et les groupes en lutte pour transformer la société. Et enfin de faire
des liens entre les conditions de vie et de travail des femmes.

À Marie-Géographie nous reconnaissons les *nécessités politiques*
suivantes: l'organisation autonome des femmes, la solidarité entre les
femmes, la solidarité avec les luttes des autres groupes sociaux
opprimés, et la solidarité internationale avec les peuples et les groupes
opprimés.

SOMMAIRE

PLUME REBELLE

La fièvre de la politique 3



L'ACTUELLE

Derrière la misogynie, une industrie 4 et 5

L'INCESTE ou la thérapie à l'ordre des juges 6 et 7

Le RASS-POP: comment se doter d'une ville de femmes 8

Auto-psy: une lutte à finir avec la psychiatrie! 8 et 9

Les eaux profondes 10

MOSAÏQUE

Des femmes de Lotbinière enquêtent:

l'une travaille, l'autre aussi 11 et 12

Syndicalisme: entrevue avec Nicole Fortin 13 et 14

LES DOSSIERS DE CHARLOTTE HOME

Un vaste détournement d'énergies 15 à 20



Décisions '85...; Politique de la famille...;

Réforme de la fiscalité...; Droits bafoués

à l'assistance sociale...

TRIBUNE AUX FEMMES

La politique oubliée 21 et 22

SOLIDAIRE

Le Nicaragua raconté: « En cinq ans, tout n'a pu être fait » ... 23 et 24

PORTRAIT

Audette Tremblay, Radio-TV 25 et 26

PAPIER-BAVARD 26

LA FOUINEUSE 27

la plume rebelle

LA FIÈVRE DE LA POLITIQUE

C'est dans la fièvre d'un mois de novembre particulièrement agité que le deuxième numéro de *Marie-Géographie* s'est figolé. Cette fois, la politique a emporté haut la main la palme inspiratrice. Car, dans nos maisons supposément privées comme sur la place publique, la politique ne nous oublie pas. Incarnée dans le pouvoir officiel, elle nous courtise même.

Charlotte Home s'est penchée sur la question: fiscalité, Décisions '85, politiques sociales, Livre vert sur la famille.

Ce n'est pas un hasard si, à la veille des élections provinciales, surgissent réformes et consultations. Ils ne datent pas d'hier les vieux bouts de route pavés!

Avec toute notre lucidité et notre esprit critique, nous hésitons. Devons-nous participer ou non à ces consultations? Que gagnerons-nous? Que perdrons-nous à nous en abstenir? À *Marie-Géographie* nous pensons que le gouvernement est en train de procéder à un vaste détournement d'énergies à l'aide d'un enchevêtre-

ment de rapports, de bilans, de propositions. Mais où s'exerceront les véritables prises de décisions?

Nous croyons que les consultations proposées sont davantage un baillon sur nos revendications qu'une réelle possibilité d'infléchir le sens des décisions politiques. Ces consultations nous éloignent de ce qui fait notre force: nos propres luttes.

À tisser des alliances, nous avons développé un sens pratique de la politique. Nous éviterons la récupération en ne fondant pas nos positions avec celles des organismes d'État. Si la cause des femmes a avancé au Québec, c'est d'abord et avant tout à nous-mêmes que nous le devons et à celles qui nous ont précédées.



La solution à l'oppression des femmes passe par une prise en charge généralisée de nos intérêts. Pour cela, nous devons nous organiser sur le plan politique, économique, culturel, familial, écologique, etc. Cette prise en charge implique des moyens d'action communs avec d'autres mouvements de contestation de la société québécoise.

Après nous avoir imposé le choix du patronat et de l'entreprise privée pour la nomination de la présidente du Conseil du statut de la femme, voilà que René Lévesque récidive! En novembre dernier, il se nomme lui-même Ministre d'État à la condition féminine. Ainsi sera-t-il au premier rang pour recueillir les éloges que le gouvernement ne manquera pas de s'envoyer à l'occasion de Décisions '85.

L'ACTUELLE

DERRIÈRE LA MISOGYNIE, UNE INDUSTRIE

PAS DE FILMS ÉROTIQUES À STE-CROIX!

« Pour une fois, on était à temps et la demande d'autorisation a été rejetée »¹. Le bar-spectacles Laurentien à Sainte-Croix de Lotbinière voulait diffuser des films « érotiques ». En février 1984, le Comité des femmes de Lotbinière-est enregistre son opposition auprès de la Régie des permis d'alcool du Québec. Elles démontrent au cours d'une audition que la délivrance du permis est contraire à l'intérêt public... et elles ont gain de cause! Bravo!

M.-T. L.

HORS DE PORTÉE DES ENFANTS... ET LES AUTRES?

La ville de Québec adoptait en première lecture, en novembre dernier, un projet de règlement qui aura pour effet d'interdire l'étalage en vitrine de revues et autres objets érotiques; ils devront de plus être placés à un mètre et demi du sol dans un présentoir qui ne laissera paraître que 10 cm de la partie supérieure. C'est un début!

LE SAVIEZ-VOUS?

La revue *Penthouse* de décembre 1984 a été mise à l'index à la suite d'une étude menée par le ministère québécois de la Justice (...). La Sûreté du Québec doit visiter tous les marchands de journaux de son territoire et procéder à la saisie des numéros encore en étalages (selon l'article 160 du Code criminel). — *Le Soleil*, 28 novembre 1984.

1. Informations recueillies auprès de Ginette Rousseau, membre du Comité des femmes de Lotbinière-est.



Illustration: André Vézina

LE REGROUPEMENT EST MORT, VIVE...?

La mort du Regroupement des femmes de la région de Québec contre la pornographie a suscité bien peu de commentaires à Québec. Mais qu'en est-il de ce type de lutte? La porno nous renvoie brutalement à ce que nous essayons toutes d'écarter de nos vies: le sentiment de notre mise en état d'infériorité sociale.

Une militante du Regroupement, Diane Grenier, rencontrée cet automne, nous a parlé de la difficulté de faire valoir les intérêts des femmes dans ce domaine et de la nécessité d'en arriver à dégager de nouvelles perspectives.

« La porno touche à la vie personnelle des gens. Ainsi, je connais des femmes impliquées dans la lutte con-

tre la porno dont les conjoints consomment des produits pornographiques: elles cherchent le moyen de faire cesser cette consommation. Par ailleurs, comment ne pas être moraliste et lutter contre la pornographie; comment être pour une libéralisation sexuelle et lutter contre cette propagande de haine envers les femmes; comment départager constamment érotisme et pornographie... Voilà les difficultés de la lutte.

Pour moi, la pornographie est une grosse entreprise commerciale qui utilise le sexe comme matériau de base. C'est aussi une récupération de la libéralisation sexuelle. Une sexualité libre n'est pas une sexualité de consommation, avec le « bon vieux modèle » des gars qui décident tout et des femmes présentées comme perverses et insatiables. Ces images-là nous ramènent bien loin en arrière.

Des moyens limités

Une autre raison aux difficultés que nous avons rencontrées tient aux moyens utilisés. Une fois que nous avons mis sur la place publique des dénonciations répétées, quels moyens avons-nous pour mettre terme au déploiement de la porno? Les manifestations sensibilisent, mais sont difficiles à organiser, de même que le boycottage. On s'enferme dans l'aspect légal: c'est un monde auquel j'ai de la misère à croire, croire que le changement par les moyens légaux apporte quelque chose. Les lois sont souvent trop élastiques.

Je ne suis pas d'accord avec l'analyse qui veut que la porno soit l'expression de malaises sexuels, ça mène à excuser les pornocrates (les auteurs) et les pornophiles. La porno est d'abord une industrie. Je n'appelle pas censure le refus de la porno. On ne s'inscrit pas contre une liberté d'expression, mais contre l'exploitation qui est faite de notre sexualité et de notre identité. Les consommateurs sont le dernier maillon de la chaîne. Il faut remonter jusqu'aux producteurs et aux importateurs. Les hommes qui consomment de la porno, ou bien ils sont inconscients de ce qu'on vit comme femme, ou bien c'est parce qu'ils vivent dans un système de privilèges et ne se remettent pas en question.

Il est très important que les femmes soient convaincues de leur position de refus face à l'immixtion de la porno

dans leur vie: les gars n'auront alors pas le choix de changer.

Des perspectives

Il nous faut continuer à sensibiliser, à travailler à la rééducation des individus et des individus. Je crois bien que les femmes sont condamnées à être mères et personnes-ressources le restant de leurs jours!

On a crié sur tous les domaines... Ne sommes-nous pas acculées à des redites? C'est peut-être que je suis une femme de résultats: j'ai envie de travailler avec d'autres femmes à définir un projet de société. Nous permettre de créer, d'inventer. Ça donnerait lieu à des pistes, à des perspectives qui nous permettraient de dépasser nos luttes immédiates. »

Entrevue réalisée par Marie Leclerc



Illustration: André Vézina

PETITE HISTOIRE D'UN REGROUPEMENT

Formé en janvier 1983, le Regroupement des femmes de la région de Québec contre la pornographie prenait son envol au moment de l'arrivée de la télévision à péage et de la Commission parlementaire sur le projet de loi 109 (Loi provinciale sur le cinéma et le vidéo). Dès sa création, le Regroupement se mobilise afin de contrer la diffusion de films porno par le biais de la télévision et des salles de cinéma: diffusion d'une déclaration endossée par trente groupes de la province, diffusion de mille tracts au centre commercial Ste-Foy (Eaton), appui au mémoire du Front commun contre la porno de Montréal concernant le projet de loi 109, etc.

À la fin de l'été 1983, le Regroupement continue son action, malgré les départs des représentantes de groupes. Il produit d'autres tracts et un macaron « porno = impuissance », qui suscitera bien des controverses et alimentera

le débat dans les milieux militants et sur la place publique.

Le regroupement participe ensuite à l'organisation d'un rassemblement provincial contre la porno, « Rencontres », à Hull, en novembre 1983. Puis, c'est la production d'un mémoire présenté au Comité d'étude sur la pornographie et la prostitution (au fédéral) en mars 1984. Cela clôturera les activités du Regroupement.

« À Québec, me dit Diane Grenier, il y a place pour un groupe de lutte contre la porno avec des énergies renouvelées. C'est une lutte exigeante, qui incite à l'action...! » Pour informations sur l'ex-regroupement, contacter Diane Roy au numéro 661-7418.

Marie Leclerc, avec la collaboration de Moïsette Corriveau et de Diane Grenier.

L'INCESTE OU LA THÉRAPIE À L'ORDRE DES JUGES

Bien sûr, j'aurais pu choisir d'écrire sur l'inceste lui-même. J'aurais pu chercher à amener le débat sur ce qui nous fait le plus réagir dans l'acte: l'éternel tabou sexuel, ou le fameux rapport de pouvoir qui s'y installe. Ce sera peut-être pour une prochaine fois. Pour l'instant, j'ai préféré réagir aux beaux documents « clinquants » du ministère de la Justice, du ministère des Affaires sociales et plus précisément ici du Comité de la protection de la jeunesse, qui cherchent toujours à nous séduire quant à leurs belles approches thérapeutiques.

Les approches d'hier et d'aujourd'hui

Les prisons sont toutes pleines à craquer de pensionnaires à 80 % à peine plus dangereux que le chien du voisin. Depuis une bonne quinzaine d'années, il n'y a de cesse de le répéter, mais le système judiciaire lui, se laisse tirer l'oreille.

Mais ce dernier s'est peut-être dit un jour qu'il fallait bien jeter du lest quelque part. Décriminaliser un peu quelques sentences: les batteurs de femmes, les pères incestueux. Comme si ces pauvres types n'étaient eux-mêmes que des victimes. Oui de pauvres victimes de leur femme qui n'est pas assez ceci ou trop cela...

Peut-être sommes-nous de celles qui avons approuvé l'arrivée sur le marché des thérapies de cette nouvelle approche du père incestueux. Car au fond de nous-mêmes, nous savons que ce n'est pas à la prison qu'on va confier la tâche de rétablir de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes. Cependant, ne commençons-nous pas à devenir terriblement mal à l'aise devant ces interventions sur la « famille incestueuse » qui tentent de nous faire croire que les crimes contre les femmes, c'est après tout moins pire que de ne pas payer une amende?

La famille incestueuse

Pour se sortir de l'ancienne approche du père incestueux que l'on décrivait comme malade mentalement, pervers et maniaque, la littérature récente sur le sujet nous amène à sonder du côté de la famille. Le document du Comité de la protection de la jeunesse¹ nous décrit la « famille incestueuse » — c'est-à-dire, une famille où se vit un inceste — de la manière suivante. C'est un lieu fermé sur lui-même, où les « rôles culturellement appris » ne se jouent plus. Mais une famille fermée sur elle-même, n'est-ce pas là le portrait que l'on peut faire de toutes les familles nucléaires d'aujourd'hui? Et qu'en est-il de ces rôles culturellement appris? Un père principal pourvoyeur des siens et qui, par son apport économique, conduit leur

destinée. Une mère responsable en premier chef de l'organisation physique du lieu et du bien-être affectif et matériel de ses enfants. Celle toujours à qui on jette un regard interrogateur lorsque le mari se plaint d'insatisfaction sexuelle et d'incompréhension.

Quant à nous, nous croyons que ce sont précisément ces rôles encore trop dominants aujourd'hui qui conduisent à tous ces malaises dans la famille. Cette dernière est ainsi faite que le rapport de force qui s'y établit, conduit à la domination de toujours les mêmes: les femmes et les enfants. L'introduction du terme « famille incestueuse », où la responsabilité du geste est également répartie sur l'ensemble des partenaires, nous apparaît comme un concept dangereux.



Illustration: Marlayne Tremblay

1. L'inceste: une histoire à trois et plus, 1982.

La thérapie du fauteur et de la complice

Du côté du Comité de la protection de la jeunesse, on est conscient qu'imposer une thérapie à celui qui est menacé de la prison comporte en soi une valeur douteuse. Entre nous, lorsque vous donnez le choix à quelqu'un entre la prison ou la thérapie, que croyez-vous qu'il va choisir? Mais on persiste à avancer quand même ce type d'intervention, malgré le fait que bien des pères incestueux abandonnent en cours de route, laissant leur femme et leur(s) filles(s) poursuivre seules la thérapie.

Ce type d'intervention a pour objectif le maintien de la famille à tout prix. Et comme on a diagnostiqué que dans la famille incestueuse ce sont les « rôles culturellement appris » qui ne se jouent plus, il ne suffit que de remettre les choses à l'endroit.

Au père incestueux, on fera bien sûr comprendre toute la gravité de son geste et on l'invitera peut-être à compenser par des actes socialement plus acceptables. À la fille victime d'inceste, on la valorisera sur sa propre capacité d'imposer ses choix. C'est bien là le minimum à faire si l'on songe que trop souvent encore aujourd'hui, celle-ci est retirée de son milieu familial. Ce qui ne va pas sans renforcer son sentiment de culpabilité.

À la mère maintenant à qui on accole l'étiquette sentencieuse de « complice », la voie à suivre pour le maintien de la famille à tout prix nous laisse bien songeuses. Si on a identifié qu'une des causes de l'inceste réside dans un vécu sexuel frustrant entre les deux époux, le réapprentissage d'un rôle culturellement appris voudrait-il dire la soumission aux besoins du mari?

Et nous voici à nouveau placées face à un problème qui nous amène bien loin d'une solution. Mais il me semble que pour y parvenir certaines conditions fondamentales sont à respecter. D'abord le maintien de la famille à tout prix ne doit plus faire partie d'une quelconque thérapie. Et ensuite un ménage complet des « rôles culturellement appris » s'impose. En ce sens une intervention ef-

ficace sur l'inceste signifie une intervention sur les institutions mises en place pour nous apprendre à vivre en société, et non plus sur le « comment-bien-se-comporter-en-famille ».

Et qu'on se le tienne pour dit. Quand on cherche à introduire une ribambelle de thérapies de manière à régler le cas des maris batteurs et des pères incestueux, alors que tant de délits mineurs entraînent la prison encore trop fréquemment aujourd'hui, nous n'y voyons là qu'une banalisation des crimes faits aux femmes. Nous faire croire que la violence faite à nos corps, c'est moins pire, ça on ne le prend plus.

Jacinthe Michaud

THÉRAPIE



MARLAYNE TREMBLAY 84

J'ai rencontré dernièrement une travailleuse sociale qui m'a raconté le fait suivant. Un père a pratiqué l'inceste sur sa fille. Pour régler le cas, le tribunal a décidé d'une thérapie entre les deux époux. Or, il s'agit d'un couple séparé depuis trois ans! Si la mère refuse parce qu'elle ne peut supporter la présence de son ex-mari, même dans le cadre d'une thérapie, elle risque de perdre la garde de son enfant.

LE RASS-POP: COMMENT SE DOTER D'UNE VILLE DE FEMMES...

Elles l'appellent familièrement le RASS-POP, mais il ne s'agit pas d'une nouvelle danse. Le Rassemblement populaire, parti municipal d'opposition au régime du maire Pelletier à Québec, se laisse volontiers envahir par les femmes qui veulent changer la ville. Ça se voyait au Congrès du 24-25 novembre dernier.

Majoritaires parmi les membres du parti, les femmes ont pu à cette occasion faire ajouter des propositions supplémentaires au programme, telle cette déclaration d'engagement à ce que « les réalités vécues par les femmes habitant Québec deviennent une préoccupation prioritaire des autorités municipales ». D'autres propositions visent:

1. l'élimination, par voie de pression et de réglementation, de la pornographie sous toutes ses formes — ne se contentant pas de placer un peu plus haut les revues porno dans les tabagies!;
2. l'encouragement au développement de coopératives, d'entreprises gérées par les femmes, et de partage des équipements et services;
3. l'adoption d'un ensemble de mesures concrètes pour prévenir les viols;
4. la protection, par règlement de zonage, des maisons d'accueil et d'hébergement de femmes violentées, de jeunes, d'ex-détenus et d'ex-détenues;
5. l'élimination de la violence dans les sports.

Un réseau de femmes du Rassemblement populaire prennent le mandat d'agir au sein du parti. Peut-être seront-elles bien visibles aux élections de novembre 1985!

Pour informations: Marie Leclerc (la petite) ou Winnie Frohm, Rassemblement populaire, tél.: 524-7560.

AUTO-PSY: UNE LUTTE À FINIR AVEC LA PSYCHIATRIE!

Auto-Psy se définit d'abord comme organisme de **défense des droits** des personnes psychiatisées. À Québec, il regroupe environ trois cents membres, ex-psychiatisé(e)s et sympathisant(e)s et s'acharne à une remise en question profonde de la psychiatrie traditionnelle. On vise à alerter et à sensibiliser l'opinion publique sur les conditions de vie des personnes psychiatisées et à susciter des alternatives axées sur l'**autonomie** et la **créativité**. Quel défi! En effet, le cas à cas requiert énormément d'énergie (écoute téléphonique, révision de cure, accès aux dossiers médicaux, etc.), et les obstacles ne manquent pas, entre autres, la difficulté d'amener les bénéficiaires à faire respecter leurs droits (ex.: refus de traitement) par peur des représailles (ex.: isolement, injections, etc.). Ce qui rend la solidarité « en dedans » presque impossible...; et de plus, l'idéologie psychiatrique s'imprègne

souvent de façon presque indélébile sur la perception que les psychiatisé(e)s ont d'eux(elles)-mêmes. « *Schizophrène hébéphrénique. C'est bien plus que le titre! C'est mon titre!* ». ¹

L'enjeu est donc de taille, mais on gagne du terrain. Citons deux exemples: un comité de résidentes et résidents est né à Robert Giffard à l'aide d'Auto-Psy. À l'heure actuelle l'administration de l'hôpital cherche à le confiner aux activités culturelles, sinon quelle menace! Et, autre événement: une femme poursuit six psychiatres du C.H. Robert Giffard pour dommages causés par des électrochocs trop longs, trop fréquents et administrés sans son consentement. La solidarité de nos « psy » québécois oblige la plaignante à recourir à des contre-expertises auprès d'un neurologue américain. Les frais encourus par une telle démarche seront absorbés par le fonds de dépannage d'Auto-Psy (il n'est jamais trop tard pour contribuer...). C'est une première au Québec et, advenant gain de cause, un précédent en Amérique du Nord!!



Illustration: Aline Martineau

1. Solidarité-Psychiatrie, *La folie comme de raison*, 1984, p. 137.

Quant aux alternatives

À Auto-Psy, quand on pense alternatives on pense: haltes-crisis, foyers d'hébergement, coopératives, etc. Bref, des organisations à échelle humaine où une réelle **prise en charge** est possible, mais avant tout, il faut préparer le terrain. De nombreux vidéos ont été produits, dont deux en 1984: *Salaire de rien* et *Les gens qui doutent*. Auto-Psy a été également un des principaux artisans du festival Folie-Culture.

Concrètement, certains groupes communautaires de Québec (La Chaumaine, Auto-Psy, Centre l'Amitié) ont adressé une demande de fonds au CRSSS pour une halte-crise, des fonds sont disponibles, mais à Auto-Psy, on craint le pire: la récupération par les « experts » de la santé mentale...

Une lueur d'espoir:

La réforme à l'italienne

La mort des institutions psychiatriques est nécessaire pour les membres d'Auto-Psy. Déjà l'année dernière, ils se prononçaient pour la fermeture de la clinique Roy-Rousseau à

Québec. Rêvent-ils en couleur?... C'est déjà une réalité... en Italie!

En effet, en 1978, par la loi 180, le gouvernement italien sanctionne une réforme dont l'objectif premier est de faire disparaître l'« asile » psychiatrique pour le remplacer par de petits centres de santé mentale, coop de travail, etc. et ce, parallèlement à une campagne de sensibilisation auprès de la population favorisant, si possible, le retour dans les familles. L'expérience, amorcée dans quelques villes, est encore toute fraîche; on ne peut donc en évaluer tout l'impact. Mais nous pouvons tout de même nous questionner sur l'implantation d'un tel projet au Québec. Selon Auto-Psy, la réforme italienne a été rendue possible grâce à l'implication de nombreux intervenants en santé mentale. Quels seraient les alliés québécois???... C'est un débat qui risque de soulever de nombreux conflits d'intérêts. En attendant, il reste beaucoup à faire pour améliorer le quotidien de ceux et de celles qui ont passé ou qui passent encore dans l'engrenage psychiatrique.

Colette Lavoie



Illustration: Nicole McClure

Pour information:

Auto-Psy
429, rue St-Jean, app. 1
Québec, G1R 1P3
Tél.: 529-1978



Illustration Anne Rioux

LES EAUX PROFONDES

Quelque part dans le temps d'une vie, d'inextricables labyrinthes s'inventent qu'il nous faut traverser seul, sans pressentir les issues. Dans les limites épuisées du mal à vivre, quand plus rien n'a de contenance que le vide qui remplit, il faut parfois se rendre aux frontières de la folie, pour enfin se rejoindre dans le reflet cassé du miroir de sa vie.

Alors s'amorce la descente... Morcellements... Infiltration de l'eau.

Les fissures apparaissent, elles étaient là déjà; signes devenus évidents, désespérants, déchirants de l'absence.

Absence de désir

dissolution de la parole et des gestes
fenêtres closes, verrouillées sur l'extérieur
qui n'a plus d'importance.

Les plantes vertes se meurent, pourquoi les retenir
le sommeil s'habitue à l'entre-deux-eaux
de la presque conscience
les jours s'épuisent en lambeaux de nuit
manger-dormir, ne plus manger-ne plus dormir
ne plus rêver surtout... ne plus rêver.

Une pensée s'insinue... celle de la désertion.

Entreprendre le douloureux voyage,
de sa propre désertion
rompre les noeuds de la raison
traverser de l'autre côté des jours,
de l'autre côté des ombres
défaire par morceaux le temps,
jusqu'au chef-d'œuvre de son inexistence
briser le cadre qui arrête l'image,
libérer un à un les morceaux
habiter un autre temps, un autre espace
dans son éclatement
devenir étrangère,
ne plus se reconnaître dans cette nudité,
dans cette parfaite transparence
aller jusqu'à l'impénétrable
par le regard des autres,
dépasser la zone de toutes ressemblances.
S'éloigner de tous les rivages,
retrouver le plus profond de l'eau.
Dans les délires du naufrage, couler, sombrer,
descendre à l'envers les cercles de la spirale...
enfin rejoindre le fond de l'eau,
ce lieu de rendez-vous
avec la fin et le commencement du centre.
Déchirer la membrane de l'inconscience...
atteindre cette insupportable éblouissance
de la cristallisation de la vie et de la mort.
Vouloir vivre et mourir d'innombrables fois encore,
à la recherche du désir, du plus primitif des désirs,
le désir de communiquer, de transmettre son Unicité.

Demain, peut-être, j'ouvrirai les rideaux qui endeuillent mes fenêtres et j'irai me promener dans l'hiver qui commence.

MOSAÏQUE

DES FEMMES DE LOTBINIÈRE ENQUÊTENT L'UNE TRAVAILLE, L'AUTRE AUSSI

« Jeudi 15 novembre. Je presse le pas. La conférence de presse est déjà commencée et je me faufile en douce dans la dernière rangée, coincée entre les biscuits et le café qui me sollicitent et les dos des invitées et invités écoutant religieusement l'exposé des résultats de l'enquête... »

Dans un environnement culturel urbain omniprésent, nous méconnaissions le plus souvent les conditions de vie et de travail, les choix sociaux et les valeurs des femmes qui habitent en milieu rural. L'enquête sur la situation des femmes dans Lotbinière contribue à ce titre à décroquer les vécus des femmes de la ville et des femmes de la campagne, et à fournir une meilleure connaissance de la condition de ces dernières. Travail, loisir, famille, sexualité, préjugés, violence, pornographie, éducation... Condition pas toujours différente de celle des citadines, et bien loin de ressembler aux images traditionnelles que l'on s'en fait encore.

« Je les vois. Bien sagement assises. Elles sont nerveuses. Leur première conférence de presse. »

C'est une équipe de 12 enquêteuses bénévoles, incorporées sous le nom de Recherche-Action Lotbinière, qui à l'hiver 1984, ont rédigé le texte du questionnaire. Au printemps, elles ont sillonné les routes du comté, en tout 18 municipalités, pour porter celui-ci aux femmes retenues dans l'échantillon. Deux cent vingt et un

questionnaires ont été retournés complétés, représentant 66 % des femmes rejointes.

« Une dame s'étonne à haute voix que la moitié des femmes interrogées travaillent à l'extérieur de la maison. Il me semble qu'elle soupçonne une erreur quelque part. Il y a toujours des erreurs dans les enquêtes... »

La moitié des femmes de Lotbinière ont un emploi rémunéré...

Vieux mythe tenace: les femmes de la campagne ne travaillent pas! Réalité: 48 % des répondantes disent avoir un emploi rémunéré et exercer cet emploi à l'extérieur. De plus, si le marché du travail le permettait, 51 % des femmes à la maison occuperaient un emploi. On est loin des veaux, vaches, cochons... surtout qu'une minorité seulement disent travailler à la ferme, rémunérées ou non. Comment cela est-il possible? Illusion? Non! Méconnaissance plutôt. On se figure encore que l'agriculture fait vivre à elle seule toute la famille et qu'en

milieu rural tout le monde cultive la terre. Or, parmi les répondantes 57 % vivent au village. La réalité socio-économique du milieu rural n'est donc pas uniforme.

... et des revenus bas

Mais... où ces femmes travaillent-elles si elles délaissent leurs jardins? Elles sont gardiennes d'enfants, couturières, serveuses, femmes de ménage, secrétaires, ouvrières en usine, caissières, employées de magasin, mais aussi enseignantes, professionnelles de la santé... 80 % de ces travailleuses à temps plein gagnent moins de 15 000 \$ annuellement. Celles qui sont gardiennes d'enfants ou couturières à domicile gagnent entre 30 ¢ et 1,50 \$ de l'heure. *« Il en résulte que la majorité des femmes de Lotbinière, c'est-à-dire 76 %, ne sont pas indépendantes économiquement. »*¹

« Une enquêteuse souligne fort à propos, il me semble, la violence subie par les femmes. Pas de sourcillement dans la salle... Tiens, tiens... »



Groupe de femmes « Enquête Conscientisation Lotbinière ».

Sous les toits: affection et violence

Un quart des répondantes à l'enquête avouent avoir subi elles-mêmes de la violence, verbale ou psychologique. Paradoxalement alors que cette violence se manifeste principalement dans la famille et la parenté, c'est le plus souvent des amies et des amis de la famille que les femmes obtiennent ou souhaitent obtenir de l'aide. « Ainsi le secret est bien gardé. »²

Surprise! 78 % des femmes interrogées sont très contentes ou satisfaites de leur vie sexuelle en général. Elles parlent d'équilibre et de changement, de communication et de compréhension mutuelle, de chaleur, tendresse et fantaisie. De plus les femmes interviewées réaffirment fortement leur opposition à la pornographie. Elles expliquent que « ça dégrade les femmes et empêche les bonnes relations entre les hommes et les femmes. Ça rend la sexualité sale et violente. »³

Recherche-Action Lotbinière voulait dans son enquête vérifier la qualité de vie des femmes rurales. Sous cet aspect quelques résultats étonnent: 71 % des femmes ne prennent pas régulièrement de médicaments; 67 % n'ont jamais vécu de phases de grosses dépressions. Par contre, 40 % jugent prendre trop peu de temps pour elles. La moitié des femmes font partie d'organismes ou d'associations bénévoles, dont les plus importants sont les cercles des fermières.

41 % des répondantes ont, un jour ou l'autre, subi les préjugés de l'entourage: à cause de leurs idées, de leur façon de vivre ou parce qu'elles viennent de l'extérieur.

« La conférence est terminée. Ça y est, je peux me précipiter sur les biscuits... Café à la main, biscuit sous la dent, je tends l'oreille. Tout le monde semble ravi. Reste à savoir ce qu'en diront les principales intéressées. En collaboration avec la Fédération régionale des cercles de fermières locaux, deux rencontres sont prévues dans chacune des municipalités pour exposer les résultats de l'enquête, et travailler à des pistes d'intervention. »

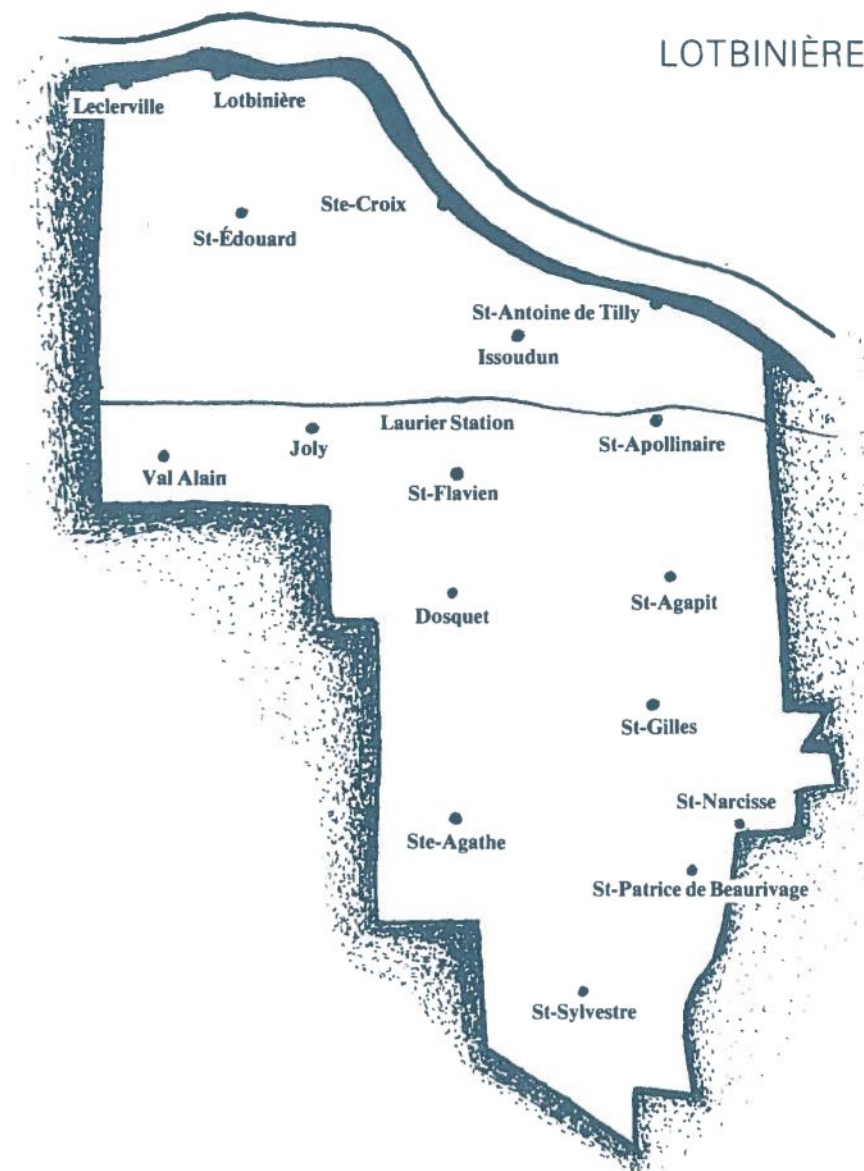


Illustration: Georgette Lebel

Une enquête qui part du milieu

L'enquête-conscientisante se réalise avec la participation des femmes du milieu: ce sont elles qui font l'enquête. Cette démarche, en plus de favoriser des échanges chaleureux entre les participantes, permet aux enquêteuses de s'impliquer personnellement et activement, sur la condition des femmes, et de se donner une formation de travail. Désormais elles ont les compétences pour bâtir une enquête et animer des soirées d'information.

« Les invitées et les invités sont partis. Elles se retrouvent entre elles, malgré l'indiscrète attardée que je suis. Elles sont visiblement heureuses, soulagées. Tout s'est bien passé. J'ai oublié mon magnéto-

phone. J'aurais pu prendre sur le vif leurs derniers commentaires, connaître l'intimité de leurs pensées. Tant pis! Je m'éclipse. Dans le noir de l'autoroute 20 deux camionneurs s'amuse à prendre la Renault en sandwich. »

Marie-Thérèse Lacourse

Pour obtenir plus d'informations sur cette enquête, vous pouvez contacter **Françoise Roinsol, Recherche-Action Lotbinière inc., (418) 728-3435.**

1. Données citées dans le communiqué de presse du 15 novembre 1984.
2. Commentaire recueilli du diaporama présentant les résultats de l'enquête, visionné lors de la conférence de presse.
3. Résultats bruts de l'enquête, p. 35.

« JE NE SUIS PAS UNE FEMME DE STRUCTURES »

Entrevue avec Nicole Fortin

Ce n'est pas un hasard si pour le prochain 8 mars, les comités de condition féminine des centrales syndicales ont retenu comme thème, « Les femmes et le pouvoir ». Cette question est toujours présente dans nos têtes. On n'a qu'à penser au Rassemblement des femmes de la CSN en janvier 1984 où les participantes ont discuté entre autres de leur place aux dernières négociations, de leurs conditions de militantisme et pourquoi pas d'un syndicalisme à leur image.

Il y a quelques femmes qui, depuis un certain temps, essayent d'avancer leurs revendications à l'intérieur des syndicats. J'ai rencontré une de celles qui ont vécu cette expérience. Je vous invite à faire sa connaissance.

Nicole Fortin a été la première à occuper le poste de vice-présidente à la condition féminine de la Fédération des Affaires sociales jusqu'en octobre 1984. La jasette qui suit a eu lieu à la fin du Congrès de la FAS. Nicole et Mili étaient super fatiguées. Parler des conditions de militantisme entre autres, ouf..., c'était le temps.

Mili: Comment est venue l'idée de former un comité de la condition féminine à la FAS?

Nicole: Même s'il existait un comité de condition féminine à la CSN, les femmes ont cru bon d'avoir leur propre comité reflétant les conditions particulières vécues par les travailleuses dans le réseau de la santé et des services sociaux.

Mili: Comment as-tu vécu le rôle de vice-présidente?

Nicole: J'en suis rendue à réfléchir sur les femmes et le pouvoir et ça, c'est un débat qui est présent dans le comité de condition féminine et dans

les syndicats. Est-ce que c'est en prenant le pouvoir qu'on va faire avancer le plus la question des femmes? C'est clair que lorsque j'ai pris ce poste, j'avais surtout un intérêt pour le mandat de condition féminine. Je ne suis pas une femme de structures, mais c'était la place qu'on croyait être la meilleure pour faire avancer la question des femmes. C'est ça un peu la contradiction: tu es à l'intérieur de l'appareil et tu le remets en question. C'est très dur à vivre.

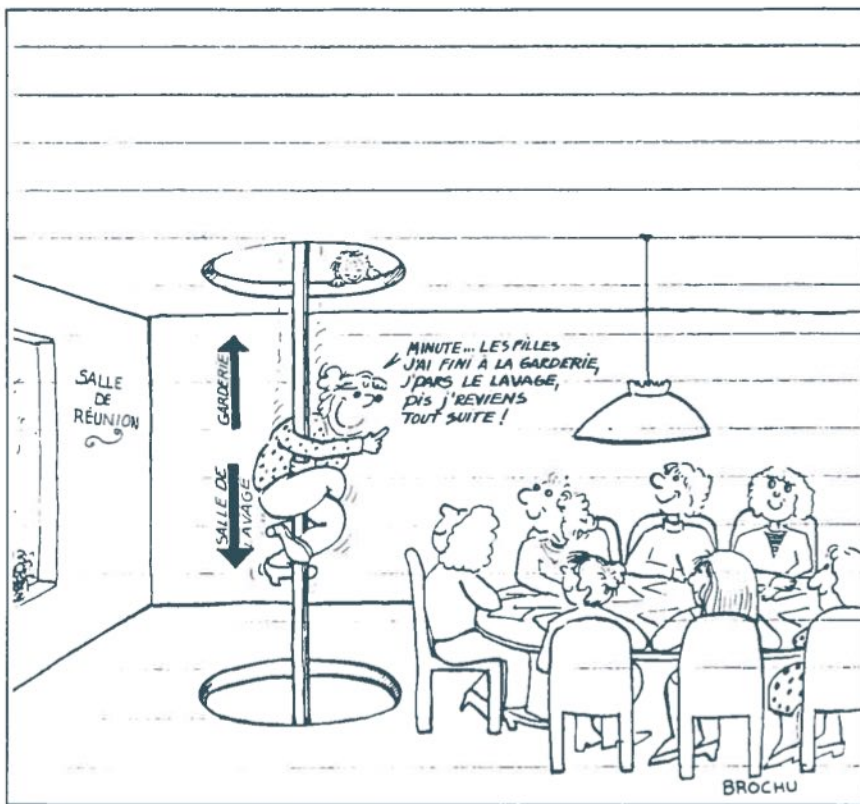
Je vous propose un arrêt de quelques instants pour vous expliquer que lors du Congrès de la FAS en 1984, les filles du Comité de condition féminine

femmes dans tous les dossiers, mises à part les représentations dans toutes les instances, laissez-moi vous dire que c'est une lourde charge... Retournons rencontrer Nicole.

Nos conditions de militantisme

Mili: Comment vois-tu la situation aujourd'hui à la FAS en ce qui concerne les femmes?

Nicole: D'après les discussions du dernier congrès, je pense que la situation a reculé. Le débat a démontré combien on a de travail à faire. Je ne me suis pas représentée parce que mes conditions de femmes (mère de trois enfants, qui vit en couple, et qui vient



Tiré de « Pour un syndicalisme à l'image des femmes », CSN, 28 janvier 1984.

Illustration: Andrée Brochu

ne ont voulu clarifier le mandat de la vice-présidente. Elle aurait été responsable du comité de façon prioritaire. Mais, malheureusement, ce qui a été décidé sur le plancher du Congrès, c'est qu'elle s'occupe plutôt d'établir des liens entre tous les comités, de faire ressortir la question des

d'une région éloignée de Montréal) faisaient que je ne pouvais pas me représenter. C'est tout le débat sur les conditions de militantisme. Elles n'ont pas changé et ces conditions ne permettent pas à une femme comme moi d'être dans la structure syndicale.



Conférence de presse par le Comité de la condition féminine de la FAS sur leur sondage, lors du 30e Congrès de la FAS, Québec, 1er octobre 1984.

Photo: CSN, Hélène Rochon

Mili: *Il y a de la place à l'intérieur des syndicats pour les femmes?*

Nicole: *Oui, nous avons encore notre place, les luttes syndicales ont permis d'arracher d'importants gains, mais il y a beaucoup de travail à faire à la base sur la question des femmes et de leur pouvoir. Je retourne travailler au comité pour que ces questions soient plus enracinées et que se fasse le débat sur les conditions de militantisme. Faire que plus de femmes participent. Il faut que le comité de condition féminine donne des instruments pour analyser la situation au travail, à la maison, comment elles vivent leur oppression et à partir de là, nous pourrions établir des liens avec les groupes de femmes.*

Et les négociations du secteur public?

Mili: *Lors des prochaines négociations, comment vois-tu le rôle des femmes?*

Nicole: *Il faut donner au comité de négociation un mandat clair concernant les revendications des femmes parce que le gouvernement va nous imposer des reculs dans nos conditions de travail, de vie. Dans les services, on a compris trop tard que les négociations du secteur public, c'est aussi une lutte des femmes. Par exemple, les coupures dans les services, ça veut dire que tu es obligée de prendre un poste à temps partiel parce que tu n'as pas de garderie accessible dans ton coin. Si tu as un enfant malade et qu'il n'y a pas de service à domicile, c'est toi comme femme qui aura la tâche de t'en occuper. Les négociations sont très importantes parce que c'est aux conditions de vie et de travail des femmes que le gouvernement s'attaque.*

Et c'est avec ces mots que nous nous sommes quittées, fatiguées mais en sachant qu'aujourd'hui dans chaque groupe de lutte, il y a des femmes qui se battent pour faire reconnaître leurs droits. À surveiller, les prochaines rencontres des centrales syndicales et du gouvernement. Quelles seront les priorités? Et quelle place prendront les femmes à l'intérieur de celles-ci? Il est grand temps de passer à l'action sur nos revendications. Debout les femmes, brisons nos entraves.

Mili Castro

À la Fédération des Affaires sociales (FAS), nous retrouvons des travailleuses et des travailleurs venant des hôpitaux, des centres de services sociaux, de CLSC et même des syndicats régionaux des garderies. Parmi ces membres, 75 % sont des femmes.

les dossiers de Charlotte HOME

LE BILLET DE CHARLOTTE

Celles qui sont gourmandes auront de quoi se satisfaire. Les autres aux appétits plus restreints, allez-y à petites bouchées. Mais le jeu en vaut la lecture. Les sceptiques seront confondues, les acharnées auront du pain sur la planche, Charlotte a l'oeil ouvert!

DANS MA BOULE DE CRISTAL

Une voyante scrute sa boule de cristal.¹ Et qu'est-ce qu'elle y voit? Des hommes... des hommes autour d'une table qui rigolent et qui se tapent sur les cuisses. Mais, mais pourquoi s'amuse-t-ils ainsi? Que voit-elle maintenant au centre de leur table? Des livres... Des verts: la famille et l'habitation. Un blanc: fiscalité. Une consultation: Décisions '85. Une autre image surgit du fond de sa boule de cristal. C'est l'oeil-vipère de la très sainte droite et l'oeil-serpent du pouvoir dominant mâle qui se courtisent et qui signent un pacte.

L'année 1985 marque la fin de la Décennie des femmes. C'est l'aboutissement d'un mouvement amorcé en 1975 par l'Année internationale de la femme. Sur le plan international, cette fin de décennie se célèbre par de nombreuses activités organisées par les pays membres de l'ONU.

Une conférence mondiale, réunissant des femmes de tous les continents,



1. Cette image de la « voyante » est tirée de la pièce « Au coeur de nos révoltes », du Théâtre des Cuisines, 8 mars, 1984.

aura lieu à Nairobi, au Kenya, en juillet 1985, pour faire le bilan des dix années écoulées et dégager des orientations pour l'avenir.

Grosse affaire, gros sous, beau voyage, vœux louables d'un oeil de serpent. Pendant ce temps, nos organisations autonomes de femmes se font couper leurs subventions... Pendant ce temps, les femmes continuent à être battues, violées et pauvres.

Parallèlement à cette activité internationale, le gouvernement du Québec propose aux femmes **Décisions '85**, un événement portant sur la question de la sécurité économique des femmes. Cette vaste opération de consultation-concertation doit déboucher sur des propositions d'actions concrètes, des engagements et des orientations pour les trois prochaines années (1985-1988).

En octobre 1983, le Conseil du statut de la femme sollicite les femmes et les groupes de femmes à participer à un forum sur les questions économiques. Lors de cette consultation, les femmes dégagent des propositions d'actions concrètes.

On aurait pu s'attendre, aux rencontres régionales de décembre 1984, à ce que le gouvernement donne des suites à sa première consultation de 1983 et qu'il vérifie le consensus face à ces propositions auprès des groupes de femmes.

Au lieu de cela, le Secrétariat à la condition féminine a proposé un bilan fait en vase clos qui encense les quelques réalisations du gouvernement péquiste. De nombreuses situations de la vie des femmes, liées à leur insécurité économique, ne sont pas abordées, telles la violence et la santé. Suite à ce bilan, le document de travail proposé aux rencontres régionales de décembre 1984 prétend faire une synthèse « des orientations et des mesures provenant des groupes de femmes ». Dans ce document, on retrouve principalement les propositions du Conseil du statut de la femme, celles du Conseil supérieur de l'éducation et celles des bureaux de condition féminine des différents ministères. Autrement dit, des orientations et des mesures provenant, pour une large part, des organismes gouvernementaux.

Les revendications des groupes de femmes, déjà partielles et diluées dans le cahier de propositions, furent triées aux rencontres régionales des femmes en décembre 1984. Renégociées entre femmes à la rencontre nationale des femmes en janvier 1985, elles seront à nouveau objet de négociation et de compromis à la conférence nationale avec les partenaires socio-économiques en mai 1985. Essayez d'imaginer ce qu'il adviendra de nos recommandations... tels le droit à un réseau universel et gratuit de garderies, les congés de maternité payés, la réduction du temps de travail, l'accréditation multipatronale.

En ce dernier automne 1984, chaud de livres vert et blanc, **Décisions '85** s'inscrit dans cette vaste opération de

récupération des revendications des femmes aux fins politiques et électorales du gouvernement.

Revenons à notre voyante. Que voit-elle maintenant? Des femmes... des groupes de femmes, de toutes les couleurs et de toutes les nationalités se solidarisant pour mettre fin à toutes formes d'oppression.

Des femmes de partout avec leurs instruments de luttes aveuglant l'oeil-vipère de la très sainte droite et l'oeil-serpent du pouvoir dominant mâle profiteux.

*Diane Grimard**

** Membre de la table des intervenantes en condition féminine de la région de Québec, dans le réseau de l'Éducation et des Affaires sociales.*

... DES VERTES ET DES PAS MÛRES! POLITIQUE DE LA FAMILLE

Le sujet est chaud. Comme dans les « hot-lines » à la radio, « tous étaient pour » sans trop savoir pourquoi. Inimaginable en effet d'être contre une politique de la famille... d'être contre la famille! Osez, pour voir, si le ciel ne vous tombera pas sur la tête! Sondages et enquêtes à l'appui, il s'en trouvera (peu importe qui) pour vous prouver que les valeurs familiales des Québécoises et des Québécois sont resplendissantes.

Le seul petit problème, qui justifie à lui tout seul le tra-la-la fait depuis une dizaine d'années autour de la famille, c'est que malheureusement la balance démographique du Québec a un irrésistible penchant vers le bas et la croissance zéro.

Le gouvernement et les organismes pro-familiaux s'inquiètent. Qu'en disent les féministes? Pour elles aussi la discussion est ardue. Savoir que la famille est le premier lieu de l'oppression des femmes et des enfants est une chose. Rejeter la famille comme milieu de vie ou comme structure en est une autre.



Montréal, vers 1934.

En attendant, le gouvernement du Parti québécois nous présente sa politique familiale à saveur nataliste. ¹ Pas de surprise! Cette politique n'en est pas une. Le Livre vert expose des grands principes généraux. Pas de mesures concrètes, pas d'énoncé précis des engagements gouvernementaux. Par contre, beaucoup de responsabilités dévolues à la famille: prendre soin des personnes handicapées et des personnes âgées (devinez qui le fera?). Engagement dans et avec la communauté pour l'organisation des loisirs, des services, l'aménagement de l'environnement social. ²

Tout cela avec le soutien non dirigiste de l'État. Concrètement où va la politique familiale? Le Livre vert... ne se livre pas! Il faut être une petite futée pour ne pas perdre son chemin dans ce labyrinthe de bonnes intentions. Mais soyons perspicace.. Ce livre n'a rien à dire sur les questions économiques touchant à la famille. Il nous renvoie prestement à la table de consultation sur la révision de la fiscalité. ³

Nulle part n'est établi clairement le libre-choix des femmes d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants. ⁴ La famille biparentale demeure toujours le type de famille idéal. Le travail domestique quant à lui, n'est pas considéré comme du travail familial. ⁵ Enfin, tout en intervenant le moins possible, l'État valorise le modèle de famille élargie, seule responsable de ses membres.

Nous pouvons dénoncer ces positions et bien d'autres. Nous le faisons déjà avec les revendications des groupes autonomes de femmes, des comités de femmes des syndicats et des groupes populaires.

Tant que le gouvernement ne mettra pas cartes sur table (le fera-t-il jamais?), que nous participions ou

non à la consultation sur le Livre vert ne changera pas d'un iota sa politique. Le gouvernement sait utiliser les présences comme les absences pour cautionner ses consultations.

Marie-Thérèse Lacourse

LIVRE BLANC POUR LES PATRONS LIVRE NOIR POUR LES FEMMES

LA RÉFORME DE LA FISCALITÉ

Plus que tout autre livre ou projet de loi sur lesquels on veut nous consulter, le Livre blanc sur la fiscalité promis depuis bien longtemps à la population aura un impact décisif sur la qualité de vie des femmes du Québec. Vu l'ampleur de cette réforme, il nous est impossible ici d'en analyser tous les aspects. Mais il nous paraît important d'alerter nos lectrices pour qu'elles puissent critiquer l'information (ou le marketing?) qui accompagne ce discours.

En effet, la réorganisation en profondeur des politiques fiscales et sociales qui s'annonce menacera les conditions de vie des gens à faible revenu, par tout un train de mesures coercitives ou franchement régressives. Selon Parizeau, les buts de la réforme sont de « redresser la courbe tordue des impôts », d'inciter les assistées et les assistés sociaux, les chômeuses et les chômeurs au travail, et augmenter l'efficacité économique pour rendre l'économie québécoise concurrentielle.

C'est ainsi que les ménages à 20 000 \$ et plus verront leur situation se consolider par de nombreuses mesures allégeant leur fardeau fiscal, rendant ainsi la fiscalité québécoise aussi avantageuse que celle de l'Ontario. Par contre, les petits salariés seront

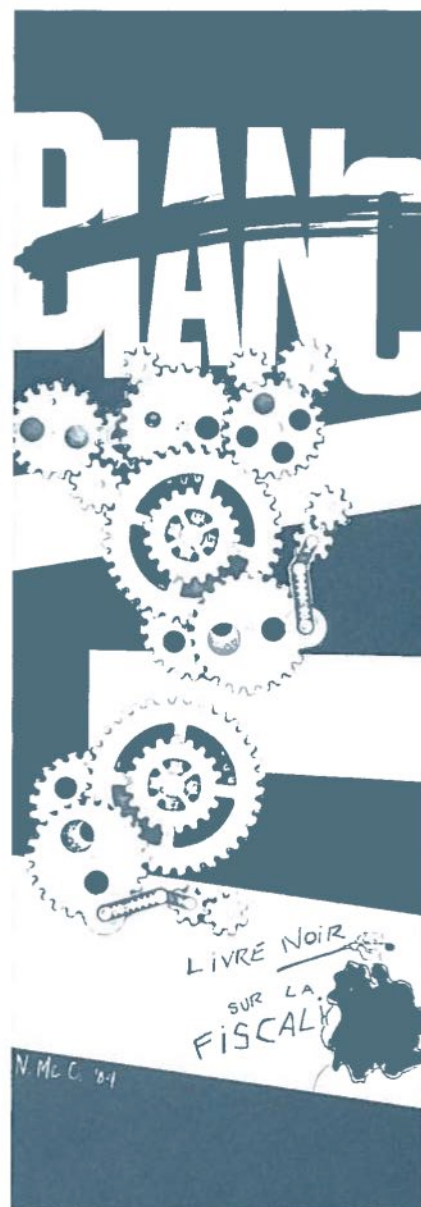


Illustration: Nicole McClure

dans une situation plus précaire, puisque les avantages du nouveau régime ne les rejoignent pas. Pire encore, ceux-ci y perdront. Au menu du Livre blanc, on retrouve: réapparition de la taxe de vente, disparition du supplément au revenu de travail, des allocations familiales provinciales et de l'allocation disponibilité, taxation des allocations familiales fédérales, diminution de l'aide aux parents pour frais de garde, etc.

1. À lire, pour s'en convaincre, la préface au Livre vert du docteur Camille Laurin, pp. 3 à 5.
2. *Pour les familles québécoises*, document de consultation sur la politique familiale, gouvernement du Québec, octobre 1984, p. 49.
3. Même document, p. 59.
4. Tiré d'une analyse du Livre vert effectuée par le Conseil du statut de la femme.
5. Livre vert, p. 40, définition du travail familial considéré sous l'angle des tâches requises par le soin et l'éducation des enfants (et non sous l'angle des tâches dites domestiques).

Toutes ces mesures, on le remarque, s'adressent principalement aux femmes.

Un des principes de base de la réforme repose sur la supposition qu'il y a du travail disponible et qu'il faut inciter les sans-emploi à retourner sur le marché. L'impact de la réforme vise d'abord l'efficacité économique, c'est-à-dire baisser les salaires pour en arriver à des coûts de production favorables à l'investissement et rendre l'économie québécoise concurrentielle.

Où est la véritable création d'emploi?

La réinsertion organisée des assistées sociales sur le marché du travail change donc les règles du jeu: pour les

patrons, c'est une aubaine; combien de vrais emplois ne seront pas créés parce que réservés aux programmes « stages en milieu de travail » ou « travaux communautaires »... Combien d'employées non syndiquées seront remplacées par des assistées sociales, forcées à voler des jobs... Et quelle aberration pour une mère de deux enfants que de travailler jusqu'à 40 heures par semaine avec au bout... un chèque de BES de 630 \$!

Il faut donc être lucides et prévoir, dès maintenant, un appauvrissement plus catastrophique pour une couche toujours plus large de la société québécoise, et une féminisation dramatique de la pauvreté.

Si nous restons bouche bée, ou si nous nous laissons « enfiouper » par le Livre vert sur la famille, par les beaux discours de « fin de décennie des femmes », nous allons manquer le bateau.

L'avenir des femmes se joue dans le Livre blanc sur la fiscalité. C'est là que peuvent s'effriter nos acquis, gagnés par de dures luttes. Il faut refuser cette réforme fiscale car elle nous renvoie tout droit à la pauvreté et à la dépendance économique.

Hélène Arsenault
Denise Genest

Cette analyse sommaire a été faite à partir de documents internes et d'extraits du Livre blanc.



Illustration: Marlayne Tremblay

ASSISTÉES SOCIALES CRIER NOTRE REFUS

Depuis dix ans, le gouvernement québécois met tout en oeuvre pour détériorer au maximum les conditions de vie des assistées sociales. Pourquoi un plan si diabolique: c'est pour « inciter » les femmes assistées sociales à retourner sur le marché du travail, mais attention, **sans créer d'emplois**. Le gouvernement n'aurait pas à mettre en place des mesures d'incitation au travail, s'il y avait des emplois, parce que les femmes assistées sociales veulent travailler dans de bonnes conditions, avec des salaires satisfaisants. Mais l'incitation est forte parce que justement ce ne sont pas de bonnes jobs qui sont offertes. Non, le gouvernement veut insérer les assistées sociales dans le nouveau marché du travail qui s'est dessiné avec la crise, c'est-à-dire le temps partiel, le travail à domicile, le travail temporaire, les jobbinés, le travail non syndiqué...

Ce que vivent les femmes assistées sociales

Nicole a 28 ans; depuis quatre ans, elle passe d'un projet de 20 semaines



Illustration: Marlayne Tremblay

de travail, à l'assurance-chômage, au bien-être, pour revenir à un projet de 20 semaines. Nicole se dit que la société ne peut laisser perdre ainsi toute son énergie. Y'a des jours où l'espoir vole bien bas.

Monique a 55 ans. Depuis deux ans, elle est presque rivée à son téléphone de peur de ne pas être là si le Centre de main-d'oeuvre l'appelle pour lui offrir une job. Son agent d'aide sociale l'a menacée de lui couper son chèque si elle ne se rendait pas aux entrevues auxquelles elle est convoquée. Monique espère une bonne job, mais elle est forcée de se rendre à des entrevues où elle sait qu'elle sera refusée parce qu'elle n'a ni l'expérience ni les qualifications requises.

Finis le droit à l'aide sociale

Des situations comme celles-ci, il serait possible d'en aligner des milliers pour montrer ce que vivent les femmes assistées sociales depuis 10 ans. Leur quotidien s'appelle: ap-

pauvrissement, contrôle, coupures, harcèlement et insécurité. Alors que ce qu'elles veulent c'est: une vraie job, le respect de ce qu'elles sont, l'arrêt des préjugés, la reconnaissance du travail qu'elles font à la maison, le droit de vivre décemment sans être harcelées quand la société ne leur offre pas d'emploi.

En 1970, la Loi d'aide sociale reconnaissait à tous ceux et celles qui se retrouvaient sans ressource, le **droit** à des prestations. C'est à la suite des luttes populaires des années soixante que ce **droit** fut reconnu. Mais depuis 1973, ce **droit** est bafoué et particulièrement pour les femmes:

- non-indexation des prestations d'aide sociale de 1971 à 1975 alors que la hausse générale du coût de la vie a été de 31 %;
- coupure de presque tous les besoins spéciaux tels la literie, les lunettes, le déménagement, les médicaments. C'est à même un chèque qui ne

couvre déjà pas les besoins essentiels que les femmes doivent aller piger¹;

- coupure des frais de garde en milieu scolaire pour les femmes qui ne travaillent pas à l'extérieur;
- coupure de 50 \$ ou 100 \$ par mois, pendant six mois, pour abandon ou refus d'emploi. Ainsi, une femme qui abandonnerait son emploi pour cause de harcèlement sexuel verrait diminuer ses prestations;
- harcèlement pour que les femmes « courent » après une pension alimentaire pour leurs enfants et ce, même si elles n'étaient pas mariées et même si elles n'avaient volontairement jamais vécu avec le père de leur enfant — le chèque étant coupé au complet si les démarches ne sont pas entreprises;
- harcèlement pour que les femmes se fassent vivre par leur ami;
- harcèlement par des enquêteurs

spéciaux qui fouillent la vie privée;

- harcèlement par la multiplication de démarches souvent inutiles;
- insécurité par la peur des coupures.

Finis pour les femmes le droit à l'aide sociale. Le gouvernement a besoin d'elles à une place bien déterminée et il est prêt à tout mettre en oeuvre pour les y conduire. Et pour conduire les femmes assistées sociales dans le marché du travail sous-payé que l'État et les entreprises mettent en place pour gérer la crise, il faut détériorer au maximum leurs conditions de vie. Elles doivent vivre de plus en plus durement pour que soit maintenu l'écart entre les prestations d'aide sociale et un salaire minimum gelé.

Non

Je refuse cette logique qui fait des femmes assistées sociales un bassin de main-d'oeuvre super docile.

Je refuse qu'elles paient si cher pour une crise engendrée par la course au profit.

Je refuse que les femmes soient ballotées d'une dépendance économique à une autre parce qu'un jour elles ont « décidé » d'avoir des enfants. L'histoire de beaucoup d'assistées sociales, c'est de passer de travailleuse le plus souvent non syndiquée, à femme mariée qui dépend de son conjoint, à une femme séparée avec charge de 2-3-4 enfants à qui l'on ne cesse de répéter qu'elle dépend de l'État, et à une femme faisant partie d'un bassin de main-d'oeuvre où il faut obligatoirement dire oui à n'importe quelle job.

Je refuse que les femmes assistées sociales se voient forcées d'envahir le marché du travail au noir pour survivre à tout prix. Qu'elles soient poussées au travail à domicile par des mesures gouvernementales qui les incitent, entre autres, à faire de la garde en milieu familial. Qu'elles ne se voient offrir de la part du gouvernement que des projets de 20 semaines,

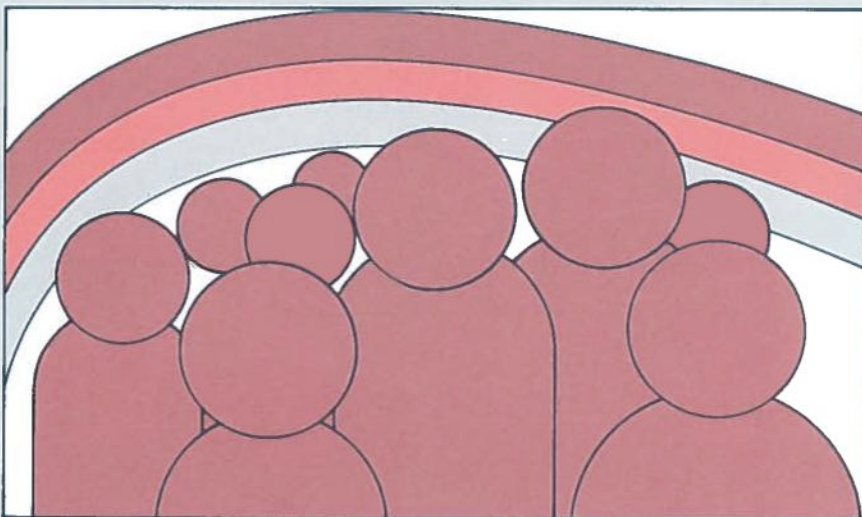


Illustration: Lucie Garant

ou des stages en entreprises ou dans le secteur public et ce, au-dessous du salaire minimum. Qu'elles soient incitées à faire du bénévolat comme cette femme qui s'est vu suggérer fortement par son agent d'aller passer des plateaux dans un centre d'accueil, où là aussi on retrouve la hache des coupures, au lieu de militer dans un groupe populaire.

Et l'espoir dans tout ça?

Et l'espoir de mettre fin à tout ça? Oui, il faut en parler. Il faut en parler parce que je l'ai trop vu mourir pour plusieurs femmes qui se sentent étouffées, coincées, manipulées par l'aide sociale, qui ne voient pas le jour où elles pourront se trouver une vraie job, qui ont peur de l'avenir de leurs enfants parce qu'elles voient l'intolérable cul-de-sac dans lequel se retrouvent les jeunes.

L'espoir, il est dans la force que nous trouverons à porter les luttes qui crient notre refus, qui revendiquent le plein emploi ou un revenu décent. Des luttes menées à plusieurs: organisations d'assistées sociales et d'assistés sociaux, syndicats, regroupements de chômeuses et de chômeurs, maisons de femmes, garderies, organisations autonomes de jeunes et de femmes, groupes populaires...

Y'a eu la grande marche pour l'emploi de mai 1983. Y'a actuellement une coalition de groupes populaires contre le Livre blanc sur la fiscalité, une table régionale pour relancer la lutte sur l'emploi.

Et il y a bien d'autres possibilités, comme des appuis massifs aux luttes menées par des travailleurs et des travailleuses en grève sur la réduction du temps de travail, et pour des mesures visant à créer de vrais emplois.

Nous pouvons être plus fortes que l'État, plus fortes que la place qu'il voudrait nous faire prendre.

Lorraine Gaudreau

Les interventions du gouvernement québécois sont lourdes de signification dans la période d'appauvrissement collectif que nous traversons. Comment pensez-vous que les femmes devraient réagir face aux reculs de nos droits à un revenu autonome, de notre droit au travail? Vous sentez-vous concernées?

Que votre réalité corresponde ou non à ce que nous avons décrit, nous aimerions recevoir vos commentaires sur le contenu de ce dossier. Adressez tout courrier à: Marie-Géographie, C.P. 3095, Succ. St-Roch, Québec, G1K 6X9.

1. Selon Statistique Canada, le seuil de pauvreté pour une famille d'un adulte et de deux enfants était en 1982 de 15 759,00 \$ et les prestations d'aide sociale étaient de 6 567,00 \$. Ça fait donc un déficit annuel de plus de 9 000,00 \$.

TRIBUNE aux FEMMES

LA POLITIQUE OUBLIÉE

Reaganomanie et féminisme

Ce ne sont pas seulement les pays d'Amérique centrale qui se trouvent confrontés aux effets de la montée de la droite aux États-Unis, incarnée par la politique de Reagan. À l'intérieur même du pays, ce sont les femmes, les noires et les noirs ainsi que les minorités qui subissent aussi les contrecoups de cette politique. On assiste en effet aux États-Unis à un regain d'idéologies ouvertement racistes, antiféministes et antisyndicales.

La morale sexuelle, l'idéalisation de la famille sont au centre de valeurs conservatrices qui trouvent de plus en plus d'adeptes. En 1980, lors de la campagne électorale, la droite s'est durement opposée à l'avortement et à l'Equal Rights Amendment (ERA). C'est à partir des Églises que cette ferveur en défense des valeurs conservatrices a débuté. Plusieurs manifestations religieuses et évangéliques se sont chargées de répandre ce discours. C'était la riposte à la menace que constituait la mobilisation du mouvement des femmes dans les années soixante-dix sur divers plans, notamment en défense du droit à l'avortement.

Cette offensive idéologique de la droite a son pendant au niveau social. À l'origine, chaque fois que l'État intervenait pour l'instauration de divers programmes sociaux, il le faisait sous la pression des luttes des travailleuses

et des travailleurs, des noires et des noirs, des pauvres et des femmes. Or, de plus en plus, nous assistons à une remise en cause de ces acquis, à des réductions de budgets et à la privatisation de certains services. Comment ne pas faire le lien avec la politique des conservateurs à Ottawa qui s'attaquent à l'universalité des programmes sociaux.

Les élections américaines

Lors des dernières élections américaines, cet automne, les féministes conscientes de cette réalité n'ont pas hésité à donner leur appui aux démocrates, ceux-ci répondant bien à certaines de leurs demandes. De plus, la candidature d'une femme, Géraldine Ferraro à la vice-présidence, devait



leur assurer un appui fort intéressant de la part des femmes. D'autre part, l'aile radicale du mouvement des femmes et d'autres secteurs marginaux (écologistes, noires) ont appuyé Sonia Johnson du Parti des citoyennes et des citoyens.

Cela montre jusqu'à quel point le mouvement des femmes aux États-Unis manquait de perspectives concrètes pour pouvoir s'affirmer sur le plan électoral. Le vote pour le Parti démocrate en était un de moindre mal en pensant que l'accession de ce dernier au pouvoir pouvait faciliter la progression de la lutte des femmes.

Mais le problème continue toujours à se poser après l'élection de Reagan. Comment faire en sorte que les revendications des femmes et des autres secteurs populaires soient prises en considération? Comment se dissocier des partis traditionnels et avancer la question de candidatures indépendantes (féministes, ouvrières et populaires)?

Et au Québec

Il est clair pour nous que le mouvement féministe doit compter sur ses propres forces et saisir la période électorale pour faire connaître ses propres revendications. Pour cela, il faut des candidates féministes nommées par nos regroupements larges et démocratiques. Ces candidatures auraient pour but de défendre les revendications des femmes, de dénoncer les structures et le fonctionnement patriarcaux de façon à appuyer les luttes des femmes dans les syndicats et à les populariser.

Elles permettraient de créer partout au Québec des regroupements de sympathies et de lutter contre le chauvinisme en brisant l'hégémonie des candidatures mâles. Là où les candidatures auraient pour effet d'interroger les autres mouvements sur leur soutien plus ou moins tacite au PQ. Pour la première fois les femmes prendraient la parole en se servant des élections non pas pour être élues,

mais pour faire avancer leurs demandes.

Nous n'avons jamais voté comme un bloc de femmes, comme mouvement organisé. Nous avons tu nos positions. Face à la droite et à Ryan, nous avons voté **individuellement**. Plusieurs ont voté pour ce qu'elles croyaient être le moindre mal, le Parti québécois, un peu comme les féministes américaines choisissent Mondale. Nous réalisons maintenant comment le « moindre mal était en fait le pire » pour les luttes des femmes. Fini l'attentisme par rapport au Parti québécois. Avec nos propres candidatures, nous pourrions briser ce silence et alimenter un débat qui doit se faire. Ainsi, peut-être une large coalition ouvrière, populaire, féministe et indépendantiste deviendra-t-elle à l'ordre du jour. Cette alternative reste à discuter, mais l'important c'est qu'à partir de maintenant le mouvement des femmes n'oublie plus la politique.

Mili Castro
Ginette Lewis



solidaire

LE NICARAGUA RACONTÉ « EN CINQ ANS, TOUT N'A PU ÊTRE FAIT »

Une martyre de la révolution nicaraguayenne, Louise Gareau? Elle n'en avait pas une graine de ressemblance lorsque je l'ai rencontrée à Québec, fin mai 1984. D'la belle visite! Radieuse, toujours aussi loquace, elle représente tout un défi de concision pour une journaliste en herbe. Bref!...

Louise Gareau déborde d'énergie et d'audace! Armée de tout son courage, elle débarque dans un pays dont elle baragouine la langue.

Ça été difficile à vivre des bouttes! Les journées étaient longues. Pour aller à la campagne, il fallait partir à 4 h 00 du matin afin de prendre le camion de 5 h 00... quand il était là, sinon Louise devait « *faire du cheval* » certains jours!

Le plus difficile à vivre, c'était de rencontrer en consultation des enfants dénutris (poids au-dessous du normal, perte de cheveux), des femmes battues, des femmes fatiguées, usées par le travail et de nombreuses grossesses. La moyenne d'enfants par famille est de 8,2.

Le poids de la chaleur du jour s'ajoutait à la fatigue. Et la solitude figeait le tout. « *Au début, n'avoir personne à qui parler, échanger sur les misères rencontrées dans la journée, c'était dur.* »

Louise Gareau vit une vraie histoire d'amour avec le peuple du Nicara-



Louise Gareau, lors d'un dîner-causerie sur le Nicaragua, au CLSC - Basse-ville, Québec, mai 1984.

Photo: Hélène Rochon

gua. « *Chaque jour apporte ses améliorations* », dit-elle. On fait beaucoup avec peu d'argent. N'oubliez pas que 25 % du budget va à la défense « *parce que les Américains ne les laissent pas tranquilles* ». Il y a une volonté du peuple de se donner de meilleures conditions de vie.

« *Des efforts sont faits pour que dans chaque village, on forme des responsables de santé; cependant, en cinq ans, tout n'a pu être fait.* »

Une autre priorité du gouvernement sandiniste, c'est l'éducation. « *Tout le monde étudie au Nicaragua.* » En 1979, année du triomphe de la révolu-

tion, le taux d'illettrés et d'illettrées était de 52 %; après cinq ans il est de 13 % (Unesco, 1982). Pour Louise, féministe de longue date, l'éducation sauvera les femmes nicaraguayennes. « *Elles ne s'en laissent plus passer comme avant.* » Le taux d'analphabètes étant plus élevé chez les femmes que chez les hommes, elles ne pouvaient occuper des fonctions « *directrices* ». C'est un souci du gouvernement qu'elles puissent y avoir accès. Depuis la révolution, si certaines continuent à travailler dans les secteurs agricoles, d'autres occupent des postes élevés dans les différents secteurs de la société. Actuellement, plus de 50 % des étudiants en médecine sont des femmes.



Reproduit de la revue LOMOS, du groupe nicaraguayen AMNLAE, julio 1983.

C'est après leur journée de travail, par des cours du soir, de 18 h 00 à 22 h 00, que les femmes assurent leur instruction. Et la marmaille? Le compagnon, s'il y a, ne participe pas à l'éducation des enfants. Ce rôle, la mère l'assume seule. L'absence du compagnon peut être causée par le fait qu'il soit mort, à la guerre ou ailleurs (!) L'union libre étant pratiquée — « *le mariage, c'est pour la bourgeoisie* » — les hommes ont presque tous deux femmes, donc, deux familles à entretenir avec peu d'argent. La misère engendrant la misère, les hommes battent les femmes, les femmes battent les enfants et les enfants sont laissés à eux-mêmes ou sous la garde d'un plus vieux; par exemple, un enfant de trois mois par un autre de cinq ans.

Et moi qui pensais qu'une révolution... révolutionne!

Qu'est-ce que la révolution fait pour améliorer la cause des femmes? Louise me répète que l'accessibilité à l'éducation sauvera la cause des femmes. J'ajoute qu'il est intéressant, vu de l'extérieur du pays, de savoir qu'il existe à l'intérieur de la junte, un

groupe de femmes appelé AMLAE. Ce nom signifie Association Luisa Amanda Espinoza d'après la première femme militante assassinée en 1976. Selon Louise, AMLAE ne croit pas qu'il existe une oppression spécifique des femmes. Aussi, tout comme le gouvernement, elles ne reconnaissent pas que l'avortement représente un problème, en fait que plusieurs femmes s'avortent toutes seules. Là, où il n'est pas rare de rencontrer des femmes de 31 ans ayant connu de 10 à 12 grossesses, l'avortement est interdit dans ce pays très catholique!

La contraception est accessible, oui, sous forme de pilules, de stérilets (rares), spirales (réutilisées souvent) et les ligatures (mal faites, trop pratiquées, avec pour conditions d'avoir cinq enfants, être âgée de 31 ans ou d'avoir de l'argent et ça prend la signature du compagnon).

Louise qualifie le travail des médecins accoucheurs: « *C'est de la merde!* » Ses espoirs vont vers les jeunes médecins qui, eux, ont une volonté d'apporter des changements à la pratique de la médecine.

Oups! Là, j'ai terminé mon article comme journaliste, mais comme féministe, je laisse la parole à Louise...

« Je regarde ce qui s'est passé à Cuba, en Russie et ailleurs. J'y ai beaucoup réfléchi. Je crois profondément qu'il est temps que les femmes, on change de « tune ». On a fait plein d'erreurs; on a fait de belles affaires! Là, il est important avant tout de faire l'analyse de ça, de savoir où on va, ce qu'on veut faire. On a cru qu'avec Mao, on ferait la révolution avec les paysans; qu'avec Marx, ce serait avec les ouvriers. Je crois, d'après ce que je vois au Nicaragua, que dans n'importe quel pays, la révolution ne sera pas complète sans une avant-garde de femmes. C'est avec les femmes que l'on fera la révolution. Ce qui m'amène à croire à une internationale féministe. Je commence à approfondir cette piste; j'ai le goût d'en parler avec d'autres femmes... ».

La parole est à vous.

Georgette Lebel 



AUDETTE TREMBLAY RADIO-T.V.

Audette Tremblay enr.,
Technicienne en réparation de télé-
vision, radios, système de son.

Voici ce que j'avais lu sur sa carte
d'affaires, et tout ce que je savais
avant de me rendre chez elle, dans
Limoilou.

Audette a trente-deux ans et vit avec
ses chats et ses poissons. Depuis quel-
ques mois, elle travaille à son compte
comme « **technicienne en réparation
de radio-télévision** », métier con-
sidéré comme non-traditionnel pour
une femme.

Après quatre ans d'usine pour diffé-
rentes compagnies de fabrication
d'appareils ménagers, comme assem-
bleuse-vérificatrice-soudeuse, elle en
a assez de la chaîne de montage.
Ayant toujours aimé faire, défaire,
réparer les choses, elle s'était inscrite,
plusieurs années auparavant, dans un
cours de formation du Centre de
Main-d'Oeuvre. Elle a finalement sa
place en septembre 1983. Seule fem-
me parmi 15 hommes pendant un an.

Ça été, affirme-t-elle, très très dif-
ficile. Elle n'était pas acceptée des
élèves, ni même des professeurs. Des
farcas plates, des allusions, de la
séduction... tous les jours!

« À un moment donné, le prof est
allé chercher un balai, l'a apporté
dans la classe et m'a dit: « les fem-

mes, c'est bon pour passer le balai,
faire le ménage ». Ils ont bien ri.

*Je me suis plainte à la direction pour
cette histoire de balai, car ça conti-
nuait. La direction a essayé d'intervenir
en passant un film sur la femme
au travail. Ça n'a rien changé et les
gars ont continué à me ridiculiser. »*



Photo: Anne Lachance

Mais Audette est bien décidée à ne
pas lâcher. Elle ne veut pas faire com-
me la fille de l'année précédente qui a
tout laissé tomber au milieu de
l'année, n'en pouvant plus des com-
mentaires de ses « confrères »! Elle
adopte donc un comportement qui
ressemble au leur: elle répond du tac
au tac, et joue à la dure pour ne plus
se faire « achaler ».

« Un jour, un client m'amène une
très grosse T.V. à l'atelier de l'école.

*Deux gars viennent pour la monter
sur la table. À ce moment-là, un gars
crie de l'autre côté de la salle: « ben
laissez-la donc faire, est capable ». Je
me suis levée et je lui ai répondu:
« viens donc, toi, caca, la lever ». Bien sûr, il est resté assis; il savait
qu'elle était trop lourde. Je ne l'ai
jamais entendu une autre fois. »*

Heureusement, après avoir fait 4 ans
d'usine, elle savait les difficultés de
travailler dans un milieu d'hommes,
de se faire demander directement ou
subtilement des faveurs...

« Si j'avais pas connu les usines,
j'aurais jamais pu passer à travers
l'école, avec 15 gars. J'aurais fait
comme l'autre, et je serais partie sans
pouvoir terminer. Mais je t'assure
que je ne recommencerais pas toute
seule, même si on me payait. »

Depuis l'obtention de son diplôme,
Audette relaxe... Elle travaille dans
son petit atelier, seule, et tente de se
faire peu à peu une clientèle. Elle se
sert pour cela du bouche à oreille, et
d'une carte d'affaires qu'elle distri-
bue de porte en porte dans Limoilou.
Afin d'éviter les mésaventures, elle se
fait toujours accompagner d'une
amie quand elle va chez ses clients.

Cette année, elles sont deux femmes à
prendre le cours de radio-T.V. et
Audette s'est promis d'aller les en-
courager à ne pas démissionner.

« Faut pas lâcher, être tenace, sinon ils vont continuer à nous piler dessus. Moi, je ne reculerai pas, surtout que maintenant j'ai passé à travers le cours! ».

Est-ce un luxe?

Depuis une couple d'années, avec la crise économique, on ne parle que de perte d'emplois. La question de l'entrée des femmes dans les secteurs dits non-traditionnels est passée au dernier rang parmi les préoccupations



Photo: Anne Lachance

des femmes. Serait-ce un luxe aujourd'hui que d'aspirer à être plus nombreuses à travailler comme chauffeure d'autobus, ingénieure, garagiste? Faut-il se résigner à jouer « défensif » et taire nos désirs de se retrouver partout sur le marché du travail et à tous les niveaux de décisions?

Le témoignage d'Audette peut également nous laisser songeuses. Quel prix doit-on payer pour aller dans ces secteurs plus masculins, pour s'y faire une place? Est-ce possible de ne plus y être isolée, d'y aller plus nombreuses en se serrant les coudes, de les envahir?

Il reste donc bien du chemin à parcourir avant qu'on ne retrouve des « Audette Tremblay » à tous les coins de rue. Cependant, même en période de difficultés et de recul, je crois qu'il faut continuer à porter bien haut nos revendications pour l'égalité dans l'emploi.

Sinon... ben nos chaudrons sont là... et ils nous attendent...

Denise Genest



Québec, le 15 novembre

Marie-Géographie
Jacinthe, 3095 Ave. St. Roch

Nous avons pris connaissance de ton texte « L'agression sexuelle mise en boîte » publié dans le numéro de septembre. Nous te sommes reconnaissantes d'avoir rendu avec autant de justesse le travail de sensibilisation que nous faisons auprès des infirmières pour la formation des comités d'accueil.

Solidairement vôtre,

Équipe Réalité féminine du SPIQ

4e jour de volonté, 141e Ère nouvelle

1er octobre 1984

Marie-Géographie, 3095 Ave. St. Roch

Bonjour, à vous toutes, du Bas-du-fleuve. J'ai tenu à être parmi les premières à vous féliciter très chaleureusement de cette initiative

qui, souhaitons-le, saura aider beaucoup de monde à réaliser davantage l'unité, la force et les pouvoirs de l'« aile féminine » (...)

De tout coeur, je souhaite longue vie et pleine expansion à cette revue. Et à vous, beaucoup de plaisir à travailler ensemble!

Louiselle, Rivière-du-Loup

Roxton Pond, le 9 octobre

Bonjour Marie!

J'ai reçu ta revue. P. a dit qu'elle aime les femmes contre les hommes. Moi j'ai beaucoup aimé ça. Mais P. te donne ses félicitations ainsi que moi pour la revue. (...) Mais moi, je trouve que ta revue manque de « look » pour les femmes. Peut-être une couverture pour attirer un peu plus les personnes, par exemple faire la première page lustrée. J'ai même montré ta revue aux femmes de la « shop ». Elles ont trouvé beaucoup d'imagination à ta revue. Je te félicite encore c'est merveilleux.

Céline H.



La Fournieuse

VICTOIRE À LÉVIS

La Jonction pour Elle peut enfin respirer. La requête en injonction suspendue au-dessus de sa tête depuis des mois a été refusée.



Illustration: Rachel Lachance

En effet, une voisine de la maison d'hébergement s'opposait à la présence de cette dernière dans son quartier résidentiel. Mais le juge a statué que la zone était également une zone d'habitation collective et que La Jonction pour Elle y avait sa place. La maison d'accueil de la rive sud continue donc son travail de soutien aux femmes victimes de violence. Pour les contacter: 833-8002.

OUVERTURE DU CENTRE DES FEMMES DE LA BASSE-VILLE

Le 10 janvier dernier avait lieu l'ouverture officielle du nouveau local du Centre des femmes de la Basse-Ville. Pour les militantes du centre, l'ouverture de ce local est un pas en avant vers leur autonomie comme groupe. Dans leur local coloré et spacieux, les femmes de la Basse-Ville

pourront s'inscrire à des activités telles que: groupes de connaissance de soi, développement de l'autonomie, expression-improvisation, ou participer aux cafés-rencontres qui ont lieu deux mercredis par mois. Elles peuvent aussi participer à différents comités du Centre. Toutes les femmes sont les bienvenues. C'est au 258 Bédard, 2e étage, tél.: 648-9092.

À noter: il y a une garderie gratuite sur place pour toutes les activités du centre.

MINI-QUIZ FÉMINISTE

Pour quelle raison le triple saut féminin est toujours interdit aux Jeux olympiques? Que faisait Laura Secord en dehors de son chocolat et de ses « petits poudings »? Combien rapporte l'industrie de la pornographie au Québec?

Le nouveau jeu « Mini-quiz féministe » récemment mis sur le marché répond à ces questions et à plus de 300 autres. Ce jeu a comme objectifs de faire connaître l'apport des femmes à l'histoire, réécrire une histoire qui soit collective, faire connaître les conditions de vie, les revendications et les luttes des femmes... le tout dans l'humour et la complicité!

C'est une création des militantes du Mouvement socialiste, coéditée par le Comité des femmes de la CEQ. On peut se le procurer au prix de 12,00 \$, au Centre de documentation CEQ, 2336, chemin Ste-Foy, C.P. 5800, Ste-Foy (Québec) G1V 4E5.

Pour informations: Michèle Berthelot (418) 849-3723.

LA RÉALITÉ DES FEMMES PASSE-T-ELLE À LA RADIO?

À Radio-Basse-Ville, la nouvelle station communautaire du Centre-Ville de Québec, c'est une préoccupation constante de la part des femmes de mettre à l'ordre du jour les questions féministes. Nous n'avons qu'à regarder l'horaire. À toutes les deux semaines, le lundi de 16 h 00 à 17 h 00, l'équipe de COMPLICITÉ nous présente différents thèmes concernant la condition des femmes. Également l'émission rock MATA HARI toujours le lundi de 15 h 00 à 16 h 00.

Mais pour faire sa place dans une radio, il faut y voir nous-mêmes. C'est pourquoi les femmes de Radio Basse-Ville ont commencé à se regrouper pour parler de leur vécu à la station et voir ce qu'elles peuvent faire de plus pour affirmer davantage leur présence dans le train-train quotidien de CKIA FM, 96,1.

À VENIR... DES CONTRE-ASSISES RÉGIONALES

Deux événements majeurs à surveiller ce printemps. Le 8 mars, fêté le 9, avec comme thème **Les femmes et le pouvoir**. Et en mai, parallèlement au sommet socio-économique gouvernemental **Décisions '85**, des assises contre-régionales. Les groupes et les individus y feront leur propre bilan des luttes et des acquis du mouvement des femmes de Québec.

*L'automne fut fertile en événements
Que nous apporte l'hiver 1985?
Le plaisir de retrouver MARIE-GÉOGRAPHIE!*

Marie-Géographie, le périodique féministe et socialiste
qui traite de l'actualité régionale:
informations locales, nouvelles, dossiers, débats, analyses...

Abonnez-vous dès maintenant!

BON D'ABONNEMENT

- | | |
|--|----------|
| ☐ le numéro | 2,50 \$ |
| ☐ abonnement 3 numéros | 6,00 \$ |
| ☐ abonnement de soutien | 12,00 \$ |

Numéros: _____ à _____

Montant: _____ \$

☐ comptant
☐ chèque
☐ mandat

NOM: _____

ADRESSE: _____

_____ CODE POSTAL: _____

TÉLÉPHONE: _____



Envoyez votre chèque ou mandat-poste à:

Marie-Géographie C.P. 3095, Succ. St-Roch Québec, P.Q. G1K 6X9